

Maître d'ouvrage

**Mairie de Congénies
1 La Bourse
30111 Congénies**

Architecte

**ATELIER F ARCHITECTURE
Lot 15 Les Cabrols,
15 rue des Cresses
34110 Vic-La-Gardiole**

Maître d'Oeuvre

**ATELIER F ARCHITECTURE
Lot 15 Les Cabrols,
15 rue des Cresses
34110 Vic-La-Gardiole**

Coordonnateur SPS

**Eurl Didier Jazeron
9 impasse Arjalas
30870 Clarensac**

**Affaire N° Mairie DCE 2023
Titulaire : Didier Jazeron
Suppléant :**

PLAN GENERAL SIMPLIFIE DE COORDINATION

**En matière de sécurité et de protection de la santé
Suivant**

**Articles R 453-652 0 r 4532-54 du code du travail, et
Arrêté du 25 février 2003 fixant une liste de travaux
comportant des risques particuliers**

**Rénovation locaux mairie
pour agence postale
1 La Bourse
30111 Congénies**

MODIFICATIONS ET EVOLUTIONS DU PGC SIMPLIFIE AU COURS DE LA PHASE CONCEPTION ET REALISATION		
DATE 2 /06/ 2023	INDICE 1	MODIFICATIONS APPORTEES
	A	
	B	

PRÉAMBULE

La coordination SPS mise en place pour cette opération vise essentiellement l'interférence des activités des différents intervenants sur le chantier. Ce document est évolutif, il sera complété et mis à jour, si nécessaire, au fur et à mesure de l'évolution du chantier.

La mission de Coordination SPS est soumise dans ses différentes phases aux dispositions de la loi 93.14.18 du 31 Décembre 1994 et modifiée par le décret 2003.58 du 24 Janvier 2003 et par les arrêtés du 25 Février 2003.

C'est une mission de catégorie 2.

Comme il est prévu d'exécuter un ou plusieurs travaux présentant des risques particuliers inscrits sur la liste fixée par l'arrêté prévu par l'article L 4532-8, un Plan Général Simplifié de Coordination en matière de Sécurité et de Protection de la santé est requis.

Ce PGC simplifié ne prend en considération que « les mesures propres à prévenir les risques découlant de l'interférence de ces travaux avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier, ou de la succession de leurs activités lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la liste » (extrait de l'article R 4532-52).

Le Maître d'ouvrage confère au Coordonnateur SPS autorité par rapport à l'ensemble des intervenants dans l'opération, entrepreneurs, sous-traitants, employeurs ou travailleurs indépendants. Cette autorité est limitée au domaine de la protection de la santé et de la sécurité des personnes qui interviennent sur le chantier, conformément au Code du Travail et règlements associés.

En cas de non-respect des règles définies dans le PGC Simplifié et les PPSPS Simplifiés, le Coordonnateur SPS pourra mettre en demeure l'entreprise titulaire du marché de travaux de remédier sous huit jours aux manques constatés ; copie sera transmise au Maître d'Ouvrage et Maître d'œuvre. Dans le cas de non mise en conformité dans le délai énoncé ci-dessus, le coordonnateur SPS en informera par écrit le Maître d'ouvrage qui statuera sur l'arrêt ou non des travaux.

En cas de danger grave et imminent, le Coordonnateur SPS aura autorité pour arrêter tout ou partie des travaux d'une ou des entreprises. Le coordonnateur disposera alors d'un délai de 24 heures pour donner son feu vert au démarrage des travaux après examen des mesures prises par la ou les entreprises.
--

Le Maître d'ouvrage et le Maître d'œuvre, seront tenus informés immédiatement, ainsi que le responsable de ou des entreprises par tout moyen à sa convenance de tout arrêt des travaux précisant la date, l'heure et les raisons de cet arrêt.

Dans ces deux cas, mention sera faite dans le Registre-Journal de la Coordination SPS.

SOMMAIRE

* PREAMBULE	2
SOMMAIRE.....	3
I. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS	4
I.1 PRESENTATION DU PROJET.....	4
I.1.1 Description succincte du projet.....	4
I.1.2 Situation géographique.....	4
I.1.3 Nature des Travaux.....	4
I.1.4 Calendrier général d'exécution	4
I.2 OPERATIONS PRELIMINAIRES.....	5
Plan de situation plan projet.....	6 § 7
I.3 PRESENTATION DES INTERVENANTS.....	8 § 9
I.4 LISTE DES ENTREPRISE	10
 II. MESURES DE COORDINATION PRISES POUR PREVENIR LES RISQUES DE COACTIVITE LIES AUX TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS	
II.1 LISTE DES TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS (suivant l'arrêté du 25 février 2003)	11
II.2 RISQUES PARTICULIERS ET ENTREPRISES CONCERNEES.....	12
II.3 MESURES DE PREVENTION.....	12
II.3.1 Contre les chutes de hauteur.....	12
II.3.2 Contre les travaux superposés	13 14
II.3.3 Contre les risques électriques	13
II.3.4 Contre le risque covid	14
III MESURES DE PREVENTIONS GENERALES	15
IV VISA DE L'ENTREPRISE	16

I. RENSEIGNEMENTS ADMINISTRATIFS

I.1 PRESENTATION DU PROJET

I.1.1 Description succincte du projet

- Le projet consiste à **rénovier la mairie pour créer une agence postale**
- l'effectif global maximum prévu présent sur le chantier étant inférieur à 20, le CSPS décide de la mise en place d'un plan général de coordination simplifié

I.1.2 Situation géographique

Adresse chantier

- 1 la Bourse
- 30111 Congénies

I.1.3 Nature des travaux

Seront réalisés des travaux de

**GROS ŒUVRE - FACADES
PEINTURE MENUISERIES
INTÉRIEURES ET EXTÉRIEURES –
PLOMBERIE –CLOISONS
ÉLECTRICITÉ COURANTS FORTS ET COURANTS FAIBLES**

I.1.4 Calendrier général d'exécution

Donné à titre indicatif, se rapprocher du planning établi par le Maître d'œuvre.

Travaux réalisés en une seule phase :

Début des travaux : Septembre 2023

Durée des travaux : 6 mois

I.2 OPERATIONS PRELIMINAIRES

Maître d'ouvrage doit :

1

- veiller à la mise en application des principes généraux de prévention L.4531-
- désigner un coordonnateur compétent L.4532-3
- agréer les entreprises et leurs sous-traitants éventuels
- organiser les rapports entre le maître d'œuvre , les entreprises et le coordonnateur L.4532-5
- faire ouvrir le registre journal par le coordonnateur SPS

Maître d'oeuvre doit :

- appliquer des principes généraux de prévention L.4531-1
- arrêter les mesures générales en concertation avec le coordonnateur SPS L.4532-44 à 46
- coopérer avec le coordonnateur pendant la phase réalisation en l'informant des modifications de planning ou des mises en œuvres L.4532-5 et 6
- définir l'emplacement de la base vie
- définir les zones de stockage et de stationnement
- définir le moyen de clôturer le chantier et sa maintenance
- définir les moyens de diminuer les risques particuliers
- définir les risques liés à la circulation intérieure et extérieure
-

Coordonnateur SPS doit :

- appliquer les principes généraux de prévention L.4531-1
- être expérimenté et compétent R.4532-17
- ouvrir et compléter le registre journal R4532-38
- établir et tenir à jour un plan de prévention simplifié R.4532-52 à 54
- arrêter les mesures générales en concertation avec le maître d'oeuvre

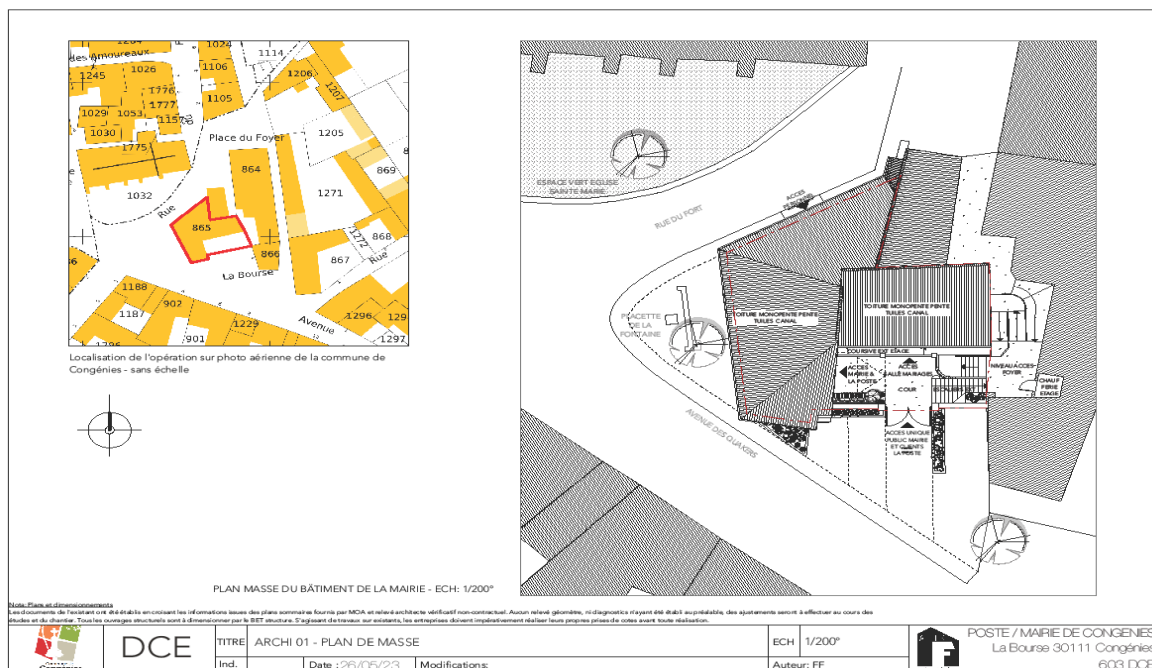
L4532-3

- faire la visite d'inspection commune avec chacune des entreprises avant le début des travaux , procéder à des visites du chantier R4532-12

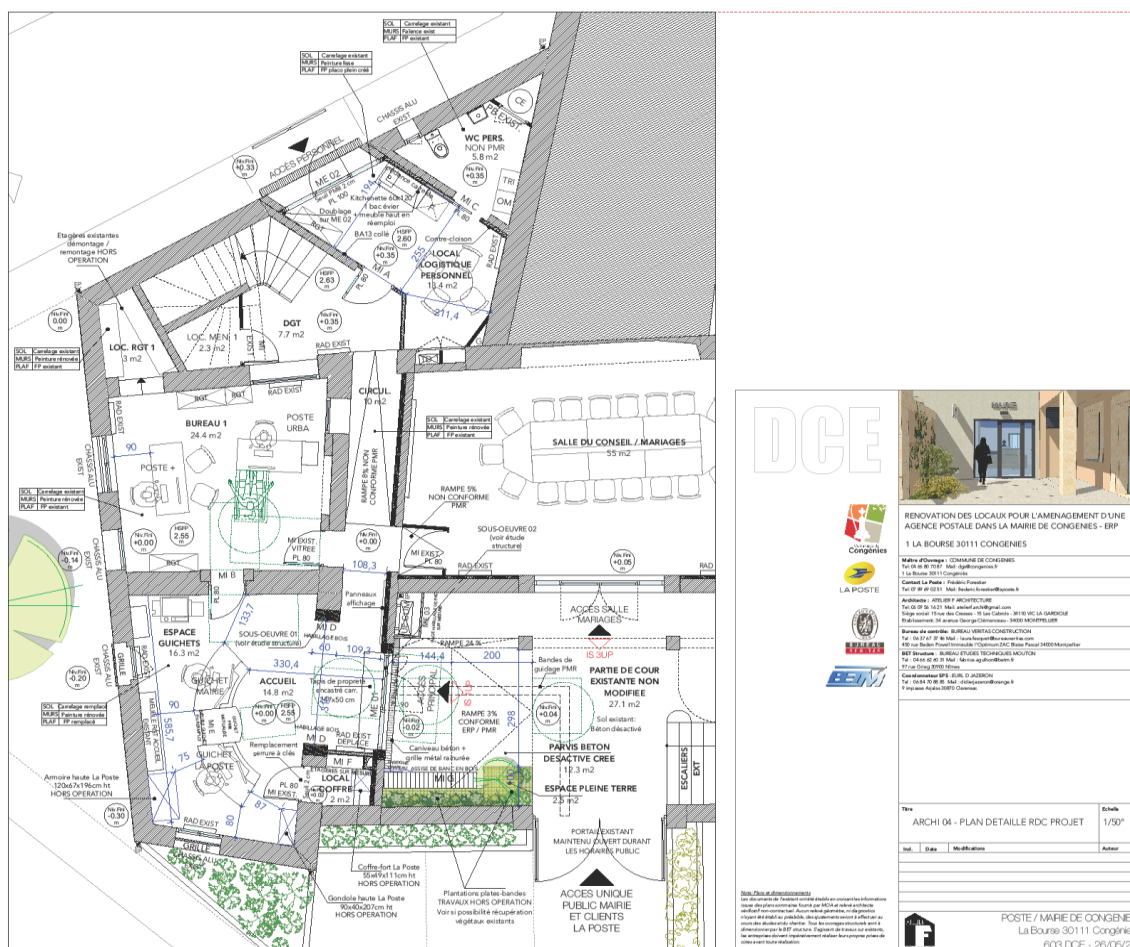
Chaque entreprise (y compris sous-traitante) doit :

- respecter les principes généraux de prévention L.4121-1 à L.4121-5
- respecter les obligations résultant du plan général de coordination simplifié L.4532-1 à 9 et 10 à 15
- participer avant le début des travaux à la visite d'inspection commune organisée par le coordonnateur SPS
- établir et diffuser son PPSPS Simplifié L.4532-9
- viser le registre journal de la coordination et répondre aux observations ou notification du coordonnateurs R.4532-38
- obtenir les autorisations de voirie les cas échéant
- faire des déclarations de commencement de travaux auprès de tous les concessionnaires.

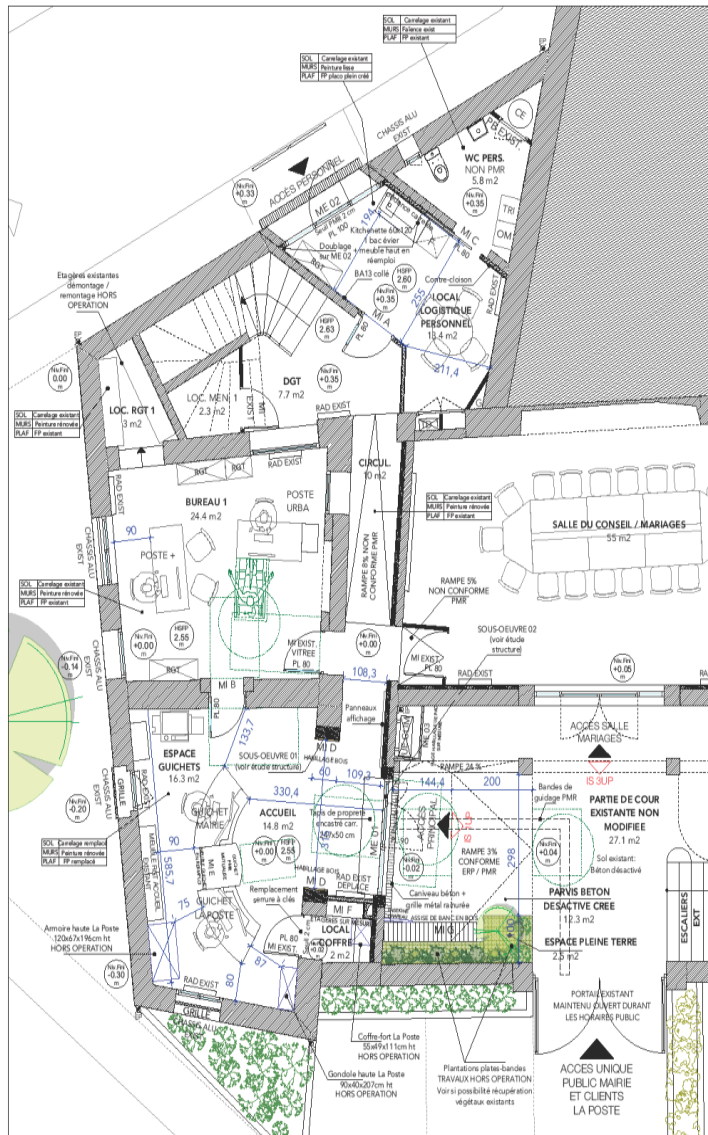
Plan de Situation



Plan des travaux



Il sera réalisé avec tous les intervenants lors de la réunion de démarrage des travaux l'emplacement de la zone de stockage
La base vie se situera à définir

[illegible]

I.3 PRESENTATION DES INTERVENANTS

INTERVENANTS	REPRESENTANT	TELEPHONE	FAX
Maître d'Ouvrage			
Madame la Maire Mairie de Congénies 1 la Bourse 3011 Congénies	Madame la Maire	04 66 80 70 87	dgs@congenies.fr
Maître d'Oeuvre			
Atelier F Achitecture Lot 15 Les Cabrols 15 rue des Cresses 34110 Vic la Gardiole	Madame F Favreau	06 09 56 16 21	atelierf.archi@gmail.com
BET			
BETM 97 rue Grieg 30900 Nîmes	Monsieur F Aguilhon	04 66 62 60 31	fabrice.agulhon@betm.fr
Coordination SPS			
Eurl Didier Jazon 9 impasse Arjalas 30870 Clarensac	Monsieur Jazon	04 66 81 46 95 06 84 70 88 85	09 62 56 69 58 didierjazon@orange.fr
Service circulation de la ville (pour les demande d'autorisation de livraison)			
Service Technique Ville de Congénies	Mairie de Congénies	04 66 80 70 87	dgs@congenies.fr

Affaire N° Mairie DCE/2023
Maître d'ouvrage : « Mairie de Congénies »
Opération : « Rénovation mairie pour agence postale »

ORGANISMES DE TUTELLE		
Intervenant	Représentant	et
INSPECTION DU TRAVAIL		
Section 1 174 rue Blondin 30000 Nîmes	Madame Cannizzo	Tél 04 66 38 55 55 Fax 04 66 38 55 79
CARSAT		
Service Prévention 29 Cours Gambetta 34000 Montpellier	Monsieur Bouisson	Tél 04 67 12 95 93 Fax 04 67 12 95 54
O.P.B.T.P		
Antenne de Montpellier 1 Avenue Emile Bertin 34090 Montpellier	Monsieur Krebs	Tél 04 67 63 47 50 Fax 04 67 54 54 14
Médecine du Travail		
(par défaut) Adresse CP VILLE	13 bis bd Talabot 30000 Nîmes	Tél 04 66 04 21 33

NUMEROS EN CAS D'URGENCE		
SAMU		15
POMPIERS		18
POLICE		17
HOPITAL	Ville Nîmes	04 66 68 68 68
GENDARMERIE	Ville Sommieres	04 66 80 03 29
ELECTRICITE – sécurité dépannage	ENEDIS	09 72 67 50 30
GAZ - sécurité dépannage	GRDF	08 10 43 30 30

I.4 LISTE DES ENTREPRISES

Entreprises			
Lot n° 1 Gros oeuvre			
Lot n° 23 Menuiseries Extérieures			
Lot n° 3 Façades			
Lot n° 4 Plâtrerie			
Lot n° 5 Revêtement Mur			
Lot n° 6 Menuiserie Intérieures			
Lot n° 7 Peinture			
Lot n° 8 Plomberie			
Lot n° 9 Electricité			

II . MESURES DE COORDINATION PRISES POUR PRÉVENIR LES RISQUES DE COACTIVITÉ LIÉS AUX TRAVAUX Á RISQUES PARTICULIERS

L'objet de ce chapitre est de prendre en considération les mesures propres à prévenir les risques découlant des interventions simultanées ou successives des entreprises :

→ simultanée dans le cas de l'interférence des travaux à risques particuliers avec les autres activités des différents intervenants sur le chantier

→ successive dans le cas de la succession de leurs activités, lorsqu'une intervention laisse subsister après son achèvement un des risques particuliers énumérés dans la liste

II . 1 TRAVAUX A RÉALISER INSCRITS SUR LA LISTE DES TRAVAUX A RISQUES PARTICULIERS (SUIVANT L'ARRETE DU 25 FEVRIER 2003)

<ul style="list-style-type: none"> • travaux présentant des risques particulièrement aggravés par la nature de l'activité ou des procédés mis en œuvre ou par l'environnement du poste de travail ou de l'ouvrage exposant les travailleurs : <ul style="list-style-type: none"> - à des risques de chute de hauteur - à un risque d'ensevelissement ou d'enlèvement 	oui	
<ul style="list-style-type: none"> • travaux exposant des travailleurs à des substances chimiques ou à des agents biologiques nécessitant une surveillance médicale au sens de l'article R241.50 ou de l'article 32 du décret du 11 mai 1982 susvisé, ainsi que des articles R321.56.11.1 et R231.65.1 		non
<ul style="list-style-type: none"> • travaux de retrait ou de confinement de l'amiante friable, au sens du décret du 7 février 1996 susvisé 	oui	non
<ul style="list-style-type: none"> • travaux exposant à des radiations ionisantes en zone contrôlée ou surveillée en application de l'article 23 du décret du 2 octobre 1986 ou de l'article 15 du décret du 28 avril 1975 susvisé 		non
<ul style="list-style-type: none"> • travaux exposant les travailleurs au contact de pièce nues sous tension supérieure à la très basse tension (TBT) et à proximité des lignes électriques de HTB aériennes ou enterrées 	oui	non
<ul style="list-style-type: none"> • travaux exposant les travailleurs à un risque de noyade 		non
<ul style="list-style-type: none"> • travaux de puits, de terrassement souterrains, de tunnels, de reprise en sous œuvre 		non
<ul style="list-style-type: none"> • travaux en plongée appareillée 		non
<ul style="list-style-type: none"> • travaux en milieu hyperbare 		non
<ul style="list-style-type: none"> • travaux de démolition, de déconstruction, de réhabilitation, impliquant les structures porteuses d'un ouvrage ou d'une partie d'ouvrage d'un volume initial hors œuvre supérieur à 200 m³ 		non
<ul style="list-style-type: none"> • travaux comportant l'usage d'explosifs 		non
<ul style="list-style-type: none"> • travaux de montage ou de démontage d'éléments préfabriqués lourds au sens de l'article 170 du décret du 8 janvier 1965 susvisé 		non
<ul style="list-style-type: none"> • travaux comportant le recours à des appareils de levage d'une capacité supérieure à 60 t, tels que grues ou grues à tour 		non
<ul style="list-style-type: none"> • travaux superposés 	oui	
<ul style="list-style-type: none"> • Covid 19 	oui	

II.2 TRAVAUX ET ENTREPRISES CONCERNES PAR LES RISQUES PARTICULIERS

RISQUE PARTICULIER	TRAVAUX CONCERNES	LOTS GENERANT LE RISQUE	AUTRES LOTS SOUMIS A RISQUE
Chute de hauteur	Tous les travaux	Tous les lots	
Travaux superposés	Tous les travaux	Tous les lots	
Travaux électriques	Tous les travaux	Tous les lots	
risque covid	Tous les travaux	Tous les lots	
risque amiante si detection			

II.3 MESURES DE PREVENTION PRISES POUR S'OPPOSER AUX RISQUES PARTICULIERS

II.3.1 Mesures de prévention à prendre contre les chutes de hauteur

Tous les travaux en hauteur seront réalisés après la mise en place d'échafaudages agréés ou utilisation d'une nacelle après balisage de la zone de travaux et mise en place de stabilisateurs.

Les lots concernés mettront en place les échafaudages réglementaires pour les travaux en hauteur et les protections anti chute pour les travaux en toiture

Nacelles à jour de leurs contrôles périodiques

- CACES et autorisation de conduite pour les chauffeurs (à présenter à toute réquisition)

Dans le cas d'impossibilité technique l'entreprise informera le coordonnateur SPS des moyens quelle compte utiliser pour obtenir son accord.

Chaque intervenant devra s'équiper des protections individuelles EPI.

II.3.2 Mesures de prévention à prendre contre les travaux superposés

Les interactions et la superpositions des taches seront à évitées et défaut limitées.

Le planning n'est pas fourni par le maître d'œuvre a ce jour le pgc sera mis a jour une fois celui-ci fourni et validé.

Le planning de chaque entreprise devra être fourni avant le début des travaux une étude sera alors faite pour éliminer les co activités ou bien les limiter et mettre en place des mesures particulières.

Afin d'éviter les risques liés à la coactivité chaque fois qu'une entreprise démarrera ou reprendra ses travaux elle devra prévenir le CSPS qui en fonction des travaux et entreprises sur le chantier fixera les mesures particulières à mettre en œuvre.

Ces mesures seront arrêtées lors d'une visite contradictoire et consignées sur le compte rendu de visite et sur le registre journal .

Chaque cas particulier pourra être examiné sur demande de l'entreprise par le maître d'œuvre et le coordonnateur SPS et des mesures seront prises avec les entreprises concernées.

Exemple :

Baliser sa zone d'intervention,

Interdire le passage sous les nacelles ou échafaudages.

Divers : évacuation des déchets et rejets des effluents .

Les dispositions suivantes devront être prises en application de la loi n° 92-46 du 13 Juillet 1992 relative à l'élimination des déchets.

L'entreprise conserve à sa charge l'évacuation de ses gravats, déchets et déblais.

Le rejet des produits chimiques est interdit. Ils seront évacués par une société agréée sous la responsabilité de l'entreprise.

Pendant la durée du chantier chaque entreprise devra :

- assurer le nettoyage de ses zones de travaux et stockage
-

II.3.3 Mesures de prévention à prendre contre les risques électriques

Chaque entreprise qui interviendra sur le site et dans les locaux existant devra s'assurer que les installations électriques existantes sont bien hors tension ou bien les faire repérer et les signaler par le maître d'ouvrage ou l'électricien du chantier .

II.3.4 Mesures de prévention à prendre contre le risque Covid

○ GUIDE DE PRÉCONISATIONS DE SÉCURITÉ SANITAIRE POUR LA CONTINUITÉ DES ACTIVITÉS DE LA CONSTRUCTION EN PÉRIODE D'ÉPIDÉMIE DE CORONAVIRUS SARS-COV-2

Version à jour du 20 mai 2021, intégrant les recommandations du Haut Conseil de Santé Publique et du Protocole national pour assurer la santé et la sécurité des salariés en entreprise face à l'épidémie de Covid-19, publié par le ministère du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, du 18 mai 2021. Le présent guide est le document de référence pour les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics.

En cette période d'épidémie du coronavirus SARS-CoV-2, responsable d'une maladie nommée Covid-19, la priorité des entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics est d'adopter des mesures de prévention protégeant la santé de leurs collaborateurs, conformément aux responsabilités des employeurs et de les inciter à veiller sur leur santé, leur sécurité et celle de leur entourage.

- Alors que le pays est confronté à un risque épidémique qui reste élevé, le secteur du Bâtiment et des Travaux Publics figure parmi les secteurs essentiels pour l'économie dont les activités doivent être maintenues. Ce maintien d'activité est rendu possible grâce à l'application des préconisations de ce guide qui ont fait la preuve de leur efficacité depuis le début de l'épidémie.

Ce document liste les mesures spécifiques à mettre en œuvre pour assurer les conditions sanitaires nécessaires aux personnels du Bâtiment et des Travaux Publics appelés à travailler en bureaux, ateliers, dépôts ou chantiers et autres lieux. Dans le contexte de cette crise sanitaire d'ampleur exceptionnelle, la mise en œuvre de ces mesures est une condition incontournable des activités du Bâtiment et des Travaux Publics. **Il appartient à chaque entreprise d'évaluer sa capacité à s'y conformer et de prendre les dispositions nécessaires.**

- | | |
|--|--|
| <p>Le SARS-CoV-2 fait partie de la famille des Coronavirus qui forment une grande famille de virus responsables généralement de rhumes et de syndromes grippaux bénins. Ils peuvent néanmoins présenter des formes graves en particulier chez des personnes fragiles (personnes âgées ou atteintes de maladies chroniques, nourrissons, femmes enceintes...).</p> <p>La transmission du virus s'effectue par projection de gouttelettes, par aérosols et par contact physique principalement par les mains via des objets contaminés, ce qui en fait une maladie</p> | <p>très contagieuse (même lieu de vie, contact direct à moins d'un mètre lors d'une toux, d'un éternuement en l'absence de mesures de protection...). À l'heure actuelle, il n'existe pas de traitement spécifique.</p> <p>Seul le respect des mesures préventives permet de limiter les risques d'infection. Prévenir la contagion dans les activités du Bâtiment et des Travaux Publics exige d'appliquer strictement les mesures barrières dans les activités de chantier/atelier et annexes (bureaux, fournisseurs...).</p> |
|--|--|



En période d'épidémie, les entreprises du Bâtiment et des Travaux Publics doivent respecter strictement les préconisations de ce guide, et à défaut de pouvoir le faire, stopper leur activité sur les travaux concernés.

- Ce guide est conforme aux recommandations des ministères du Travail, de l'Emploi et de l'Insertion, des Solidarités et de la Santé, de la Transition écologique, et du Logement.

III . 4 MESURES DE PREVENTIONS GENERALES

La mairie informera les riverains du démarrage et de la durée des travaux

Une concertation sera nécessaire avec le gestionnaire de la mairie pour définir les modalités d'accès ,les zones de circulations etc....les dispositions seront arrêtées avec tous les intervenants lors de la préparation du chantier

Un panneau d'information doit être posé par le maître d'ouvrage avant le début des travaux.

Le plan d'installation de chantier et de stockage des matériaux doit être établi par l'entreprise adjudicataire, avant tout commencement d'exécution des travaux. Il sera soumis à l'approbation du maître d'Œuvre et du CSPS, de la mairie.

Le lot 1 concerné devra proposer un plan pour la mise en place d'une clôture ou balisage interdisant l'accès à toute personne étrangère au chantier.

De plus un panneau **CHANTIER INTERDIT AU PUBLIC** sera mis en place.

Lorsque l'entreprise concernée quittera le chantier pour laisser la place à celle d'un autre lot cette dernière devra entretenir le système de fermeture du chantier et ainsi de suite.

Si besoin il faudra installer des panneaux d'information sur **a Définir** et demander une police de roulage à la mairie. Peut être pour la livraison des matériaux ??

Mise en place de la zone stockage a voir avec la mairie

Si besoin (Le lot 1 concerné devra mettre en place un local avec réserve d'eau, WC chimique et un système de chauffage car période hivernale à venir qui servira également pour les réunions de chantiers.)

La maintenance de ce local sera à la charge de l'entreprise du lot concerné et ensuite de l'entreprise qui se trouvera sur le chantier.

L'entreprise du lot 1 stockera les gravats dans une zone définie sur le plan d'installation et évacuera les excédents.

Utilisation de lasers d'alignement, les entreprises utilisant ce type de matériel devront prendre les mesures nécessaires pour délimiter la zone d'intervention et informer le personnel présent sur site.

Utilisation d'explosifs ou produits dangereux, le CSPS devra être informé par l'entreprise utilisant ce type de produit par le ppsps afin de prendre les mesures de sécurité nécessaires.

Le PGC simplifié sera affiché dans le local vie avec les modalités pour prévenir les secours.

L'entreprise ayant des sous traitants devra informer le coordonnateur SPS ensuite leur faire parvenir le PGC Simplifié afin de leur permettre d'établir leurs PPSPS.

Le coordonnateur procédera alors sur demande de ces entreprises à une visite d'inspection avant tout démarrage de travaux, mesure impérative (application de l'article 4532-13).

IV . VISA DE L'ENTREPRISE

ATTENTION

Une copie de cette page, signée et tamponnée doit être jointe en annexe au PPSPS Simplifié de chaque entreprise

VISA DE L'ENTREPRISE

A

Le

Mention manuscrite « lu et approuvé »

Signature et cachet de l'Entrepreneur

Titulaire
Mandataire
Cotraitant
Sous-traitant
(rayer les mentions inutiles)